



Business Pôle Les Près
22, rue Denis Papin
59650 Villeneuve d'Ascq



KPMG S.A.
36 Rue Eugène Jacquet – CS 75039
59705 Marcq-en-Barœul

Institut Catholique de Lille

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025

Forvis Mazars SA
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à
directoire et conseil de surveillance
Siège social : 45 rue Kléber - 92300 LEVALLOIS-PERRET
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

KPMG S.A.
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et conseil de surveillance
Siège social : Tour Eqho – 2 avenue Gambetta – 92066
Paris la Défense Cedex
Capital de 5 497 100 euros – RCS Nanterre 775 726 417

Institut Catholique de Lille

Association reconnue d'utilité publique

Siège social : 60 Boulevard Vauban 59800 LILLE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025

Aux membres du Conseil d'administration de l'association Institut Catholique de Lille,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Institut Catholique de Lille relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la première application par anticipation des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.


En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA

Villeneuve d'Ascq, le 17 décembre 2025

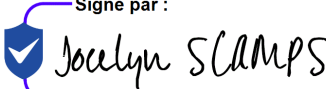
DocuSigned by:

 C7F859D552474E1...

Jean-Philippe Van Dijk

Associé

KPMG SA

Marcq-en-Barœul, le 17 décembre 2025

Signé par :

 F3A8FAA6B3A246A...

Jocelyn Scamps

Associé

RAPPORT FINANCIER

INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE

2024/2025



Institut Catholique de Lille
Association déclarée reconnue d'utilité publique
60 boulevard Vauban
CS 40109 • 59016 Lille Cedex
T. +33 (0)3 20 13 40 00

SIRET 775.624.240 000 13 - CODE APE 8542Z
N° TVA intracommunautaire FR 66 775 624 240
Organisme de formation, enregistré sous
le n°31590046859.
Cet enregistrement ne vaut pas agrément de l'État.

SOMMAIRE

1 – PRESENTATION	ICL	3
2 – SITUATION FINANCIERE – BILAN et COMPTE DE RESULTAT		6
3 – ANNEXE DES COMPTES ANNUELS		11

PRESENTATION ICL

OBJET SOCIAL :

L'Institut Catholique de Lille, « ICL », fondé le 28 octobre 1875 suivant la loi du 12 juillet 1875 sur la liberté de l'enseignement supérieur, incorporée depuis lors dans le titre III du code de l'éducation, est une association reconnue d'utilité publique.

Les membres de l'Association I.C.L. sont des personnes physiques bénévoles. Ils siègent au Conseil d'Administration. Il n'est pas perçu de cotisation des membres. Les fonctions de Président et de Vice-Présidents ne sont pas rémunérées ; elles sont incompatibles avec toute activité rémunérée au sein de l'ICL, ou dans tout organisme sous son contrôle.

En vertu de ses statuts, l'Institut Catholique de Lille a pour but « en tous pays, l'enseignement universitaire de toutes disciplines théologiques, scientifiques, professionnelles, culturelles, sanitaires, médico-sociales et toutes activités qui en permettent le progrès et le développement ou en sont le complément, telles que notamment :

- la formation initiale et continue,
- la recherche scientifique et technique,
- la valorisation et le transfert de ses résultats,
- les études et les conseils,
- la diffusion de la culture, de l'information scientifique et technique, et de l'innovation,
- la coopération internationale,
- l'interculturalité,
- l'ouverture humaine et sociale ».

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES :

L'Institut Catholique de Lille est composé en 2025 de 4 établissements autonomes :

- **Les Facultés (ICL LES FACULTES)**, regroupant le siège de l'association, les cinq facultés (FD, FGES, FLSH, FMMS, FT), les écoles U SCHOOL, LIDD, ESSLIL et ESPOL, l'unité de recherche ETHICS.
- **L'Institut Etienne Leclercq (IEL)**, Dispositif Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique (DITEP), sous tutelle de l'Agence Régionale de Santé (ARS).
- **L'Établissement du Portage Immobilier Hospitalier (EPIH)** qui assure le portage des immeubles du secteur sanitaire, à savoir les hôpitaux Saint-Philibert et Saint-Vincent-de-Paul.
- **l'École Piktura** anciennement l'école Pôle IIID, école de l'image formant aux métiers de l'animation 2D, 3D, et du Jeu Vidéo.

Les comptes administratifs de chacun de ces établissements sont établis selon les nomenclatures comptables adaptées aux spécificités, notamment au secteur sanitaire et social privé associatif à but non lucratif.

Ces comptes sont audités séparément par les Commissaires aux Comptes et sont approuvés par le Conseil d'Administration. Ils sont ensuite combinés et globalisés au niveau de l'Association Institut Catholique de Lille selon les règles du Plan Comptable Général ; l'élaboration de ces comptes combinés nécessite d'effectuer un certain nombre d'opérations de retraitements comptables et administratifs des entités soumises aux plans comptables spécifiques.

Ces comptes font l'objet de rapports par les Commissaires aux comptes et d'une approbation par le Conseil d'Administration.

Cette autonomie entre les 4 établissements (Les Facultés, Institut Etienne Leclercq, EPIH, PIKTURA) se caractérise par une gestion budgétaire et financière distincte, étroitement contrôlée par trois commissions du Conseil d'Administration (Commission ESR, Commission Santé, et Comité d'audit) et par le Conseil d'Administration qui veillent de façon responsable, aux équilibres comptables et financiers de chacune des entités économiques et au global de l'Institut Catholique de Lille dans le cadre des orientations stratégiques.

Par ailleurs, les budgets et les comptes de l'Institut Etienne Leclercq sont contrôlés par l'Agence Régionale de Santé, autorité de tutelle.

SITUATION FINANCIERE

BILAN ACTIF**Exercice du 01/09/2024 au 31/08/2025**

ACTIF	Brut	Amortissement	Net N	Net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit	1 527 610	1 527 610		
Concessions, brevets et droits similaires	1 379 547	973 785	405 762	550 537
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total immobilisations incorporelles	2 907 157	2 501 395	405 762	550 537
Immobilisations corporelles				
Terrains	6 062 153	151 962	5 910 191	5 918 996
Constructions	115 665 068	41 495 275	74 169 792	75 611 375
Installations techniques, mat. et outillage industriels	25 670 182	13 951 714	11 718 468	12 971 332
Autres immobilisations corporelles	16 519 844	9 212 355	7 307 489	7 010 084
Immobilisations corp. en cours, avance et acomptes	2 598 990	167 285	2 431 705	2 408 957
Total immobilisations corporelles	166 516 237	64 978 592	101 537 645	103 920 744
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	86 668 047	5 381	86 662 665	82 870 615
Autres titres immobilisés	820 829	121 177	699 652	699 652
Prêts	174 357	8 318	166 039	164 016
Autres immobilisations financières	1 741 246	7 071	1 734 175	1 605 960
Total immobilisations financières	89 404 479	141 947	89 262 531	85 340 243
Total Immobilisations	258 827 872	67 621 934	191 205 938	189 811 525
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours	212 881		212 881	184 353
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	64 303 999	524 579	63 779 420	59 389 160
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	13 993 107	571 970	13 421 137	15 625 965
Charges constatées d'avance	3 001 374		3 001 374	2 900 648
Valeurs mobilières de placement	12 007 957	12 118	11 995 840	3 071 027
Disponibilités	42 451 764		42 451 764	46 264 395
Total Actif Circulant et compte de régularisation	135 971 082	1 108 667	134 862 415	127 435 548
Total général	394 798 954	68 730 601	326 068 353	317 247 073

BILAN PASSIF**Exercice du 01/09/2024 au 31/08/2025**

PASSIF	Net N	Net N-1
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	1 730 303	1 730 303
Fonds propres complémentaires	35 713 931	35 713 931
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation	143 495	143 495
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	11 009 891	11 009 891
Report à nouveau	5 152 582	4 089 588
Excédent ou déficit de l'exercice	1 079 806	1 039 016
Total situation nette	54 830 007	53 726 224
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	7 276 670	7 264 567
Provisions réglementées	47 943	32 584
Total autres fonds associatifs	7 324 612	7 297 150
Total fonds propres	62 154 620	61 023 374
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	113 153	113 153
Fonds dédiés	12 086 167	11 827 940
Comptes de liaison		
Total fonds reportés et dédiés	12 199 320	11 941 093
Provisions		
Provisions pour risques	3 812 945	3 343 375
Provisions pour charges		
Total Provisions pour risques et charges	3 812 945	3 343 375
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	120 073 253	119 337 090
Emprunts et dettes financières divers	206 482	293 451
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 318 573	6 601 139
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	14 692 982	13 366 000
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 825 452	2 201 639
Autres dettes	6 476 284	6 982 935
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	96 308 443	92 156 977
Total dettes et compte de régularisation	247 901 469	240 939 232
Total général	326 068 353	317 247 073

COMPTE DE RESULTAT

Exercice du 01/09/2024 au 31/08/2025

	Net N	Net N-1
Produits d'exploitation		
Inscriptions, scolarités et frais accessoires	100 561 818	90 845 078
Travaux et conseils	914 113	988 873
Produits de tiers financeurs	28 267 499	31 734 258
Concours publics et subventions d'exploitation	26 387 031	29 122 283
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public	2 511	93 320
<i>Dons manuels</i>	1 611	1 620
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	900	91 700
Contributions financières	1 877 958	2 518 655
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 186 510	3 765 536
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	336 260	
Utilisations des fonds dédiés	1 592 858	1 084 742
Autres produits	13 199 335	11 554 856
Total Produits d'exploitation (I)	147 058 394	139 973 345
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	6 422	
Variation de stock	(28 527)	(127)
Autres achats et charges externes	48 709 041	42 295 549
Aides financières	3 108 021	3 313 446
Impôts, taxes et versements assimilés	2 277 981	2 340 412
Salaires et traitements	50 310 861	47 964 506
Charges sociales	22 406 292	20 252 268
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 850 749	8 983 890
Dotations aux provisions	2 086 650	2 029 713
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	317 901	
Reports en fonds dédiés	1 886 921	5 457 758
Autres charges	5 833 495	4 383 783
Total Charges d'exploitation (II)	144 765 806	137 021 199
Résultat d'exploitation (I - II)	2 292 588	2 952 146
Produits financiers :		
De participation	44 264	937
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	2 829	6 626
Autres intérêts et produits assimilés	2 474 000	1 792 317
Reprises sur dépréciations et provision	6 599	132 312
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	28 934	13 767
Total Produits financiers (III)	2 556 626	1 945 959
Charges financières :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		31 168
Intérêts et charges assimilées	3 685 855	3 345 231
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 129	1 319
Total Charges financières (IV)	3 690 985	3 377 718
Résultat financier (III - IV)	(1 134 358)	(1 431 759)
Résultat courant avant impôts (I - II + III - IV)	1 158 230	1 520 387

COMPTE DE RESULTAT – SUITE

Exercice du 01/09/2024 au 31/08/2025

	Net N	Net N-1
Produits exceptionnels		
Total Produits exceptionnels (V)	852	901 607
Charges exceptionnelles		
Total Charges exceptionnelles (VI)	16 211	1 419 985
Résultat exceptionnel (V- VI)	(15 358)	(518 378)
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	63 066	(37 008)
Total des produits (I + III + V)	149 615 873	142 820 911
Total des charges (II + IV + VI +VII + VIII)	148 536 067	141 781 894
Excédent ou déficit	1 079 806	1 039 016

ANNEXE AUX COMPTES

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

1. Présentation des comptes.....	14
2. Faits caractéristiques de l'exercice	14
3. Règles et méthodes comptables	15
3.1 Méthodes générales	15
3.2 Règles comptables appliquées par l'association.....	17
3.3 Evénements postérieurs à la clôture	18
4. Informations relatives au bilan actif	19
4.1 Tableau de variation des immobilisations brutes	19
4.2 Tableau des amortissements et dépréciations d'immobilisations.....	19
4.3 Tableau des Filiales et titres de participations.....	20
4.4 Créances rattachées aux participations.....	21
4.5 Stocks	21
4.6 Créances de fonctionnement.....	21
4.7 Autres créances.....	22
4.8 Charges constatées d'avance	22
4.9 Produits à recevoir, factures à établir et charges à payer	22
5. Informations relatives au bilan passif	23
5.1 Fonds propres.....	23
5.2 Projets associatifs	24
5.3 Résultats et report à nouveau	24
5.4 Tableau des provisions pour risques et charges.....	25
5.5 Tableau des fonds dédiés.....	25
5.6 Dettes financières.....	26
5.7 Fournisseurs et comptes rattachés	27
5.8 Dettes fiscales et sociales.....	27
5.9 Autres dettes	27
5.10 Produits constatés d'avance.....	28
6. Informations relatives au compte de résultat.....	28
6.1 Produits de tiers financeurs : concours publics, subventions d'exploitation et contributions financières	28
6.2 Charges et produits financiers.....	30

7. Engagements hors bilan.....	30
7.1 Engagement de retraite	30
7.2 Engagements sur dettes financières	30
7.3 Legs et donations en cours.....	32
7.4 Engagement reçu par la SCI 58 rue du Port.....	32
8. Tableau des effectifs salariés	33
9. Autres informations	33

1. Présentation des comptes

Les comptes de l'Institut Catholique de Lille clos au 31/08/2025 couvrent l'exercice du 01/09/2024 au 31/08/2025 (12 mois) et regroupent ceux :

- de l'établissement « Les Facultés »,
- de l'Institut Etienne Leclercq,
- de l'établissement du portage immobilier hospitalier (EPIH),
- de Piktura,

Les comptes de l'exercice clos le 31/08/2025 font ressortir :

- Un bénéfice global de 1 079 806 € dont -106 252 € sous contrôle de tiers financeur, soit un résultat définitivement acquis de + 1 186 057 €.
- Un total bilan de 326 068 353 €.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

Application pour la première fois du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 publié le 30/12/2023 applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général avec notamment le reclassement de certains postes dans le bilan et le compte de résultat.

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

ICL FACULTES :

- Ouverture de nouveaux campus à Issy-Les-Moulineaux (faculté de droit) et à Roubaix (Piktura).
- Intégration des écoles ESSLIL et LIDD, établissements secondaires autonomes de l'ICL, dans l'établissement principal ICL LES FACULTES sur l'année 2024/2025.
- Déblocage d'un emprunt de 3 950 KE pour financer la prise de participation dans la SAS Foncière de la Catho de Lille (3 521 KE) dans le cadre du plan de développement des logements étudiants. Le solde de cet emprunt financera la suite de la capitalisation de la SAS en début 2026.

EPIH :

- Poursuite des investissements dans le cadre du schéma directeur immobilier de l'hôpital Saint-Philibert.

INSTITUT ETIENNE LECLERCQ :

- Prise en charge d'une situation complexe nécessitant la mobilisation de moyens supplémentaires.

3. Règles et méthodes comptables

3.1 Méthodes générales

Les règlements ANC ° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général modifié par l'ANC n°2022-06 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du :

- Règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif (modifié par le règlement n°2023-03, article 5).
- Règlement ANC n°2022-06, modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation, de séparation des exercices, la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable

L'application des Règlements ANC n° 2022-06 et ANC 2023-03, article 5, par notre entité, constitutive d'un changement de réglementation comptable, s'est accompagnée des changements de méthodes comptables, prévus par les textes.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés. Aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat de l'exercice N-1 appliquant le règlement ANC n°2022-06.

Comparabilité des comptes et postes impactés et incidence de la première application des règlements ANC n°2022-06 sur les comptes à l'ouverture de l'exercice.

Nous vous indiquons ci-dessous la comparaison des montants des postes du compte de résultat de l'exercice, impactés par le changement de réglementation comptable, avec ceux de l'exercice précédent à méthode comptable comparable, c'est-à-dire en appliquant également le règlement ANC n°2022-06 aux comptes de l'exercice précédent :

ICL LES FACULTÉS :

- Suppression du compte « transfert de charges » et report vers le compte « autres refacturations » dans le poste « production vendue de services » et également vers le compte « remboursement de charges de personnel » dans le poste « cotisations sociales ».
- Les quotes-parts de subventions d'investissements font désormais l'objet d'une inscription en produits d'exploitation dans le poste de « Subventions » et non plus dans les produits exceptionnels. Le poste « Produits exceptionnels » du compte de résultat de l'exercice 2023/24 s'élevait à 799 K€ et était constitué à hauteur de 514 K€ de quotes-parts de subventions d'investissements. En 2024-2025, ces quotes-parts de subventions représentent 433 K€.
- La valeur nette comptable des immobilisations est désormais inscrite dans le poste « Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées » pour 318 KE. Dans le compte de résultat 2023/2024, la valeur nette comptable des immobilisations était inscrite dans le poste « Charges exceptionnelles sur opérations en capital » pour 131 KE.
- Au bilan actif, le poste « Charges constatées d'avance » est remonté dans l'actif circulant.

INSTITUT ETIENNE LECLERCQ :

- Suppression du compte « transfert de charges » et report vers le compte « autres refacturations » dans le poste « production vendue de services » et également vers le compte « remboursement de charges de personnel » dans le poste « cotisations sociales ».
- Au bilan actif, le poste « Charges constatées d'avance » est remonté dans l'actif circulant.

PIKTURA :

- Suppression du compte « transfert de charges » et report vers le compte « autres refacturations » dans le poste « production vendue de services » et également vers le compte « remboursement de charges de personnel » dans le poste « cotisations sociales ».
- Les quotes-parts de subventions d'investissements font désormais l'objet d'une inscription en produits d'exploitation dans le poste de « Subventions » et non plus dans les produits exceptionnels. Le poste « Produits exceptionnels » du compte de résultat de l'exercice 2023/24 s'élevait à 3,5 K€ et était constitué à hauteur de 1,1 K€ de quotes-parts de subventions d'investissements. En 2024-2025, ces quotes-parts de subventions représentent 225 K€.
- Au bilan actif, le poste « Charges constatées d'avance » est remonté dans l'actif circulant.

EPIH :

- Suppression du compte « transfert de charges » et report vers le compte « autres refacturations » dans le poste « production vendue de services ».
- Les quotes-parts de subventions d'investissements font désormais l'objet d'une inscription en produits d'exploitation dans le poste de « Subventions » et non plus dans les produits exceptionnels. Le poste « Produits exceptionnels » du compte de résultat de l'exercice 2023/24 s'élevait à 82 K€ et était constitué à hauteur de 82 K€ de quotes-parts de subventions d'investissements. En 2024-2025, ces quotes-parts de subventions représentent 67 K€.
- Au bilan actif, le poste « Charges constatées d'avance » est remonté dans l'actif circulant.

Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

Principale méthode comptable

Les comptes présentés appliquent la méthode « de référence » suivante qualifiés ainsi par le règlement 2018-06 :

- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

3.2 Règles comptables appliquées par l'association

Informations relatives aux postes du bilan

Immobilisations corporelles et incorporelles :

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) par composants, et amorties selon leur durée de vie économique. Les durées d'amortissement sont fonction de la nature des biens immobilisés.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Durées d'amortissement des immobilisations pratiquées :

IMMEUBLE PAR COMPOSANT

Composants	Durée	Désignation
1	50 ans	VRD, espaces verts
2	50 ans	Gros œuvres, toiture, enduits, chape, station épuration
3	50 ans	Menuiseries extérieures, miroiterie
4	30 ans	Menuiseries intérieures, cloisons, volets roulants, anti X, portes basculantes
5	30 ans	Sols durs
6	15 ans	Plafonds suspendus, protection portes
7	20 ans	Paillasse
8	10 ans	Serrurerie, stores, dépoli
9	30 ans	Réseaux eaux/évacuation
10	20 ans	Sols souples
11	10 ans	Signalisation routière, signalisation verticale intérieure
12	10 ans	Peinture, éclairages extérieurs
13	10 ans	Travaux de sécurité
14	30 ans	Étanchéité
16	20 ans	Chauffage, génie climatique
17	20 ans	Électricité, Gaz, câblage informatique
18	20 ans	Plomberie, Gaz médicaux
19	20 ans	Ascenseurs
20	15 ans	Aménagement des sanitaires

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Logiciels 3 à 5 ans

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Installation complexe spécialisée 5 à 7 ans
matériel serv médicaux et médico techniques 5 ans
Matériel et outillage hospitalier 5 ans
Matériel de transport 5 ans
Matériel de bureau 4 à 10 ans
Matériel informatique 3 à 5 ans
Mobilier de bureau 5 à 10 ans

Sont comptabilisés dans le poste fonds commercial les éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entité.

Les fonds commerciaux sont valorisés à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation a été constatée sur le fonds commercial détenu par Piktura d'un montant de 1 527 610 € en raison de performances inférieures aux prévisions.

Immobilisations financières :

Les immobilisations financières sont comptabilisées au prix d'achat. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Valeurs mobilières de placement :

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'entrée. Elles sont valorisées selon la méthode du « Premier Entré Premier Sorti ». Une provision pour dépréciation est calculée lorsque la valeur d'inventaire à la clôture est inférieure au coût d'acquisition.

Fonds dédiés :

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectée par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Provisions pour risques et charges :

L'association constitue des provisions afin de couvrir les charges potentielles afférentes aux risques et litiges nés antérieurement à la clôture.

Produits :

Les bourses de l'année universitaire sont prises entièrement sur l'exercice, qui est calé sur l'année universitaire.

Les subventions, les facturations de contrats de recherche et autres produits sont repris en compte de résultat selon le principe de rattachement des produits aux charges et en fonction de l'avancement des différents projets.

3.3 Événements postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice 2025.

4. Informations relatives au bilan actif

4.1 Tableau de variation des immobilisations brutes

Immobilisations	01/09/2024	Augmentations	Diminutions	31/08/2025
Fond commercial	1 527 610			1 527 610
Autres immobilisations incorporelles	1 547 251	66 126	233 830	1 379 547
Total des immobilisations incorporelles	3 074 861	66 126	233 830	2 907 157
Terrains	6 062 153			6 062 153
Constructions	119 487 525	1 651 763	5 474 221	115 665 068
Instal. techniques, matériel et outillage industriels	2 834 471	307 250	162 941	2 978 780
Installations générales, agencements divers	24 167 778	611 169	2 446 671	22 332 276
Matériel de transport	359 722	14 755	15 351	359 126
Autres immobilisations corporelles	15 323 102	2 565 166	1 368 427	16 519 844
Immobilisations en cours	2 576 242	1 490 976	1 468 228	2 598 990
Total des immobilisations corporelles	170 810 993	6 641 079	10 935 839	166 516 237
Immobilisations financières	85 482 190	4 993 628	1 071 340	89 404 479
ACTIF IMMOBILISE	259 368 044	11 700 833	12 241 009	258 827 872

4.2 Tableau des amortissements et dépréciations d'immobilisations

Amortissements	01/09/2024	Augmentations	Diminutions	31/08/2025
Immobilisations incorporelles	996 714	207 742	230 671	973 785
Immobilisations corporelles				
Terrains	107 253	8 805		116 058
Constructions	43 876 150	3 093 347	5 474 221	41 495 275
Instal. techniques, matériel et outillage industriels	2 077 759	281 540	152 638	2 206 661
Installations générales, aménagements divers	12 034 943	1 581 934	2 147 240	11 469 637
Matériel de transport	277 937	12 611	15 132	275 416
Autres immobilisations corporelles	8 313 018	2 263 926	1 364 589	9 212 355
Total des immobilisations corporelles	66 687 060	7 242 163	9 153 820	64 775 403
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	67 683 773	7 449 905	9 384 491	65 749 188

Dépréciations	01/09/2024	Dotations	Reprises	31/08/2025
Provisions pour dépréciation sur immobilisations	1 872 746			1 872 746

4.3 Tableau des Filiales et titres de participations

FILIALES ET PARTICIPATIONS au 31/08/2025	Capital social de la filiale	Capitaux propres (autres que capital)	Quote part du capital détenue en %	Valeur comptable		C.A. H.T. du dernier résultat écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Exercice concerné	Obs
				Brute	Nette				
GCS GHICL	906 075	14 983 209	97,61%	884 413	884 413	33 798 505	-2 928 891	31/12/2024	(1) (2)
SCI 58 rue du Port	2 901	7 362 436	100,00%	7 639 258	7 639 258	1 795 975	609 619	31/08/2025	(1) (2)
SCI Héritiers Paul Brame	827	931 054	100,00%	821 656	700 479	331 568	289 666	31/12/2024	(1) (2)
SCI Maison d'Eglise	3 700 000	-2 255 529	18,92%	700 000	700 000	0	-150 096	31/08/2025	(1) (2)
SCI 270 rue Nationale	501 000	-434 847	99,95%	500 770	500 770	1 456 453	240 331	31/08/2025	(1) (2)
SCI EHPAD Capinghem	819 200	2 658 827	60,01%	491 600	491 600	918 970	-92 752	31/12/2024	(1) (2)
SCI de la Rue de la Digue	289 750	3 490 820	10,53%	286 991	286 991	687 259	-69 856	31/08/2025	(1) (2)
SCI de l'UCL	22 925	21 112 166	41,58%	29 186 798	29 186 798	8 844 242	1 717 238	31/08/2025	(1) (4)
SCI SAINT PHILIBERT	NC	NC	NC	900	900	NC	NC		(1) (2)
SCI Maison des Flandres CIL	NC	NC	NC	381	0	NC	NC		(1) (2)
SAS Humanité	150 000	424 860	100,00%	150 000	150 000	0	-3 157	31/12/2024	(1) (2)
SAS Les Philiberts	50 000	-1 307	100,00%	50 000	50 000	0	-202	31/08/2024	(1) (2)
SCI Sainte Marie	1 000	-414 640	90,00%	900	900	91 206	14 534	31/12/2024	(1) (2)
SCIC WORK'LYS	52 900	11 092	9,45%	5 000	0	56 773	-26 890	31/12/2021	(1) (2)
SCI Phosphore	10 000	-73 934	90,00%	9 000	9 000	62 082	1 062	31/08/2025	(1) (2)
SCI Saint-Vincent de Paul	1 000	589 514	90,00%	900	900	877 512	315 397	31/12/2024	(1) (2)
SCIC Game IN Lab (PIIID)	29 050	13 801	17,21%	5 000	5 000	274 086	13 762	31/12/2023	(1) (2)
SCI Vaisseau	100 000	-1 740 233	99,00%	99 000	99 000	2 911 839	-619 247	31/08/2025	(1) (3)
SCI CHATELLENIE	10 000	58 700	1,00%	100	100	95 690	33 845	31/08/2025	(1) (2)
SAS LA FONCIERE	5 265 000	-36 515	67,07%	3 531 000	3 531 000	0	-33 346	31/08/2025	(1) (2)
VALUTEC	152 000	213 079	49,53%	75 289	75 289	2 749 607	14 311	31/12/2024	(1) (2)
Parts sociales banques mutualistes				28 162	28 162				
TOTAL				44 467 118	44 340 560				

(1) Derniers états financiers arrêtés.

(2) Aucun prêt ou avance n'a été consenti à l'entité, ni aucune caution ou aval.

(3) Un prêt a été accordé à la SCI Vaisseau (point 4.4 suivant)

(4) Un prêt a été accordé à la SCI UCL (point 4.4 suivant)

4.4 Créances rattachées aux participations

CREANCES RATTACHEES AUX PARTICIPATION	31/08/2024	31/08/2025	Variation
SCI VAISSEAU : Créance liée à la souscription de l'emprunt à la Banque des Territoires. Le remboursement s'effectue à la même périodicité que les intérêts et le capital de l'emprunt. La dernière échéance est prévue le 01/11/2074.	28 509 353	29 029 095	519 742
SCI DE l'UCL : Créance liée à la souscription de l'emprunt à la Banque des Territoires. Le remboursement s'effectue à la même périodicité que les intérêts et le capital de l'emprunt. La dernière échéance est prévue le 18/11/2054.	14 167 541	13 992 661	-174 880
TOTAL	42 676 894	43 021 756	344 862

4.5 Stocks

STOCKS	31/08/2024	Stockage	Déstockage	31/08/2025
ICL Les Facultés	184 353	212 881	184 353	212 881
TOTAL GENERAL	184 353	212 881	184 353	212 881

4.6 Créances de fonctionnement

ETAT DES CREANCES DE FONCTIONNEMENT	Montant brut	Dont à plus d'un an	Dépréciation	Montant net
ICL - PIKTURA	2 322 950		-	2 322 950
ICL Les Facultés	60 516 960	217 203	521 712	59 995 248
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	-		-	-
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	1 464 089		2 867	1 461 222
Elimination comptes intra-ICL	-			-
TOTAL GENERAL	64 303 999	217 203	524 579	63 779 420

Les créances de fonctionnement de l'ICL LES FACULTÉS sont principalement composées de créances étudiantes.

4.7 Autres créances

ETAT DES AUTRES CREANCES	Montant brut	Dont à plus d'un an	Dépréciation	Montant net
ICL - PIKTURA	249 561	-	-	249 561
ICL Les Facultés	11 279 351	-	571 970	10 707 381
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	2 655 517	-	-	2 655 517
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	13 416	-	-	13 416
Elimination comptes intra-ICL	- 204 738	-	-	- 204 738
TOTAL GENERAL	13 993 107	-	571 970	13 421 137

4.8 Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	31/08/2025
ICL - PIKTURA	92 787
ICL Les Facultés	2 855 072
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	51 449
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	2 065
TOTAL	3 001 374

4.9 Produits à recevoir, factures à établir et charges à payer

31/08/2025	Charges à payer (fournisseurs, personnel, état, etc.)	Factures à établir	Produits à recevoir
ICL - PIKTURA	- 442 675	-	18 641
ICL Les Facultés	- 16 482 295	4 325 292	10 281 926
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	- 263 319	-	2 588 585
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	- 2 760	319 124	319 277
Elimination comptes intra-ICL	-	-	-
TOTAL	- 17 191 048	4 644 416	13 208 429

5. Informations relatives au bilan passif

5.1 Fonds propres

FONDS PROPRES	A	B		C	D	H = somme A à E
	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat de l'exercice précédent 2023/2024	IEPA	Résultat de l'exercice clos 2024/2025	Variation nette des subventions d'investissements et Provisions réglementées	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	37 444 234					37 444 234
Ecart de réévaluation	143 495					143 495
Fonds d'investissement	534 464					534 464
Réserves libres	9 711 789					9 711 789
Réserves pour projet sous gestion contrôlée (IEL)	764 020					764 020
Report à nouveau sans contrôle des tiers financeurs	1 681 096	548 444	23 978			2 253 518
Report à nouveau sous gestion contrôlée (IEL)	2 408 110	490 572				2 898 682
Résultat de l'exercice	1 039 016	-1 039 016		1 079 806		1 079 806
Subventions d'investissements sur biens renouvelables	7 264 567				12 103	7 276 670
Provisions réglementées	32 584				15 359	47 943
TOTAL FONDS PROPRES	61 023 374	0	23 978	1 079 806	27 462	62 154 620

Les fonds associatifs sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation ou l'apport de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique.

Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité

Les réserves de l'ICL sont libres hormis les réserves sous contrôle de tiers financeurs de l'Institut Etienne Leclercq, affectées à des « projets de l'entité » au service de différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie. A compter de la première application du règlement 2022-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat d'exploitation au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produits d'exploitation à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés. Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan.

5.2 Projets associatifs

PROJETS ASSOCIATIFS	A	C	B	D	E =A+B-C-D
	Solde au début de l'exercice	Apports	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Réserve :					
Projet Associatif "Excellence Partagée"	44 699				44 699
TOTAL	44 699			0	44 699

5.3 Résultats et report à nouveau

5.3.1 Affectation du résultat de l'exercice précédent

	Résultat de l'exercice précédent	Affectation en RAN	Report à nouveau sous contrôle des tiers financeurs
ICL - PIKTURA	-683 882	-683 882	
ICL Les Facultés	1 174 332	1 174 332	
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	538 617	48 045	490 572
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	9 949	9 949	
TOTAL ICL	1 039 016	548 444	490 572

5.3.2 Explicatif du résultat de l'exercice

Explicatif du résultat de l'exercice :	TOTAL
Résultat 2025	1 079 806
Résultat 2025 sous contrôle de tiers financeurs (IEL) :	- 106 252
Résultat comptable définitivement acquis :	1 186 057

5.3.3 Report à nouveau définitivement acquis

Report à nouveau : 5 152 582 €

Dont report à nouveau sous contrôle des *tiers* financeurs (IEL) : 2 898 682 €

Autres reports à nouveau : 2 253 682 €

5.4 Tableau des provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges	31/08/2024	Dotations	Reprises utilisées	31/08/2025
Provisions pour risques et charges				
ICL Les Facultés	3 269 875	2 086 650	1 582 079	3 774 445
- Départs RH	600 050	483 292	600 050	483 292
- Retraites ecclésiastiques	690 047	88 746	71 936	706 857
- Autres risques	1 979 778	1 514 612	910 094	2 584 296
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	38 500			38 500
ICL - PIKTURA	-			-
TOTAL Provisions pour Risques et Charges	3 308 375	2 086 650	1 582 079	3 812 945

Les clercs qui enseignent ou qui ont enseigné pendant un certain temps bénéficient d'un complément de retraite versé par l'ICL. Une provision pour pensions de retraite à verser aux ecclésiastiques est constituée depuis l'exercice 1986/1987. L'engagement s'élève à 707 K€ au 31/08/2025.

5.5 Tableau des fonds dédiés

Fonds dédiés	31/08/2024	Dotations	Reprises utilisées	31/08/2025
ICL Les Facultés	3 896 105	916 895	624 952	4 188 048
Fonds dédiés CVEC	1 281 570	483 659	99 591	1 665 637
Fonds dédiés/subv fonctionnement	2 294 273	433 236	442 086	2 285 423
Fonds dédiés/dons manuels affectés	235 638		64 300	171 338
Fonds dédiés Maison Meteren, ch propriét	27 088		3 057	24 030
Autres Fonds dédiés	57 536		15 917	41 619
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	7 815 067	-	24 190	7 790 877
Fonds dédiés/ investissement	7 686 895	-	24 190	7 662 705
Fonds dédiés / subv affectés	128 172	-	-	128 172
ICL - PIKTURA	116 768	12 294	21 821	107 242
Fonds dédiés CVEC	53 290	12 294		65 584
Fonds dédiés/subv fonctionnement	63 478	-	21 821	41 657
TOTAL GENERAL	11 827 940	929 190	670 963	12 086 167

Dont fonds dédiés sans évolution depuis 2 ans pour un montant de 893K€.

5.6 Dettes financières

DETTE FINANCIERE	31/08/2025	31/08/2024	VARIATION
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita			
. Total début exercice	57 056 413	58 773 546	-1 717 133
. Emprunts reçus	1 238 919	1 388 867	-149 948
. Remboursements	-3 287 548	-3 105 999	-181 549
	55 007 784	57 056 413	-2 048 629
. Intérêts courus	319 124	308 818	10 306
TOTAL EPIH	55 326 908	57 365 231	-2 038 323
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ			
. Total début exercice	640 961	712 392	-71 431
. Emprunts reçus	0	0	0
. Remboursements	-72 390	-71 431	-959
	568 571	640 961	-72 390
. Intérêts courus	342	386	-45
TOTAL INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	568 912	641 347	-72 434
ICL Les Facultés			
. Total début exercice	53 997 806	41 351 093	12 646 712
. Emprunts reçus	6 550 000	15 056 166	-8 506 166
. Remboursements	-2 651 275	-2 409 454	-241 821
	57 896 530	53 997 806	3 898 725
. Intérêts courus	946 895	343 242	603 653
TOTAL ICL LES FACULTES	58 843 425	54 341 048	4 502 377
ICL - PIKTURA			
. Total début exercice	1 072 520	1 521 094	-448 575
. Emprunts reçus	860 000	150 000	710 000
. Remboursements	-591 414	-598 575	7 161
	1 341 106	1 072 520	268 586
. Intérêts courus	1 866	722	1 144
TOTAL POLE 3D	1 342 972	1 073 242	269 731
TOTAL GENERAL			
. Total début exercice	112 767 699	102 358 125	10 409 574
. Emprunts reçus	8 648 919	16 595 033	-7 946 114
. Remboursements	-6 602 627	-6 185 459	-417 168
	114 813 991	112 767 699	2 046 292
. Intérêts courus	1 268 227	653 168	615 059
TOTAL DES EMPRUNTS	116 082 218	113 420 867	2 661 351
DECOUVERT BANCAIRE	3 991 035	5 916 223	-1 925 187
CAUTIONS RECUS	206 482	293 451	-86 970
TOTAL GENERAL	120 279 735	119 630 541	649 194

5.7 Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs sont à caractère d'exploitation et à échéance inférieure à un an. Le poste est composé des dettes par établissement comme suit :

ETAT DES DETTES FOURNISSEURS	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ICL - PIKTURA	459 432	459 432	37 727
ICL Les Facultés	7 555 254	7 517 527	
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	301 127	301 127	
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	2 760	2 760	
TOTAL GENERAL	8 318 573	8 280 846	37 727

5.8 Dettes fiscales et sociales

Elles correspondent principalement aux provisions congés payés, aux charges sociales et fiscales sur salaires à régler au 31/08/2025, ainsi qu'aux avis de taxes foncières et à la TVA collectée sur les encaissements non encore exigible. Les échéances sont à moins d'un an. Le poste est composé des dettes par établissement comme suit :

ETAT DES DETTES FISCALES ET SOCIALES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ICL - PIKTURA	190 392	190 392	
ICL Les Facultés	12 877 877	12 877 877	
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	496 229	496 229	
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	1 128 483	1 128 483	
TOTAL GENERAL	14 692 982	14 692 982	-

5.9 Autres dettes

Les autres dettes sont constituées essentiellement des clients créditeurs, des comptes courants avec d'autres entités de l'Institut Catholique de Lille, ainsi que des comptes de liaison entre les établissements de l'ICL, éliminés dans ces comptes annuels combinés.

ETAT DES AUTRES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ICL - PIKTURA	29 920	29 920	
ICL Les Facultés	6 207 687	6 207 687	
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	58 481	58 481	
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	384 933	384 933	
Elimination comptes intra-ICL	- 204 738	- 204 738	
TOTAL GENERAL	6 476 284	6 476 284	-

5.10 Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	31/08/2025
ICL Les Facultés	
Scolarités	81 618 108
Subventions	8 708 360
Taxe d'apprentissage	138 260
Divers	111 309
	90 576 037
ICL - PIKTURA	
Scolarités	3 090 071
Divers	46 484
	3 136 555
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	
Divers	7 267
	7 267
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	
Subventions	2 588 584
	2 588 584
TOTAL	96 308 443

6. Informations relatives au compte de résultat

6.1 Produits de tiers financeurs : concours publics, subventions d'exploitation et contributions financières

Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire, par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Subventions

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité,
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

Aides financières

Les aides financières comprennent les aides financières octroyées et les quotes-parts de générosité reversées. Une aide financière est :

- soit une somme d'argent accordée à une personne physique à titre d'aide ou de secours ;
- soit une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements.

Ces sommes ou contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Reports en fonds dédiés

Seules les charges d'exploitation comptabilisées sur l'exercice, et non les charges financières ni les charges exceptionnelles, peuvent être affectées à l'utilisation des fonds pour des projets définis.

Contributions volontaires en nature du compte de résultat

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes,
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état,
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature car la nature et l'importance des contributions volontaires en nature ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.

6.2 Charges et produits financiers

Les charges financières s'élèvent à 3 690 985 € contre 3 377 718 € sur l'exercice N-1. Elles se composent essentiellement d'intérêts d'emprunts.

Les produits financiers s'élèvent à 2 556 626 € contre 1 945 959 € pour l'exercice précédent. Ils se composent essentiellement de la refacturation d'intérêts d'emprunts à la SCI Vaisseau et à la SCI UCL.

7. Engagements hors bilan

7.1 Engagement de retraite

Les personnels salariés des différents établissements de l'Institut Catholique de Lille bénéficient des régimes sociaux prévus par les conventions collectives qui leur sont propres.

Aucune provision, hormis les provisions pour pensions de retraite des Ecclésiastiques, n'a été constatée dans les comptes clos au 31 août 2025 au titre des indemnités de départ en retraite des salariés.

Une estimation de la valeur actuelle des engagements de départ en retraite de l'ensemble du personnel a été effectuée de façon homogène dans les 5 établissements selon « la méthode des unités de crédits projetées avec salaire de fin de carrière » par un prestataire extérieur.

Les chiffres repris ci-dessous correspondent à l'engagement au 31/08/2025.

Hypothèses retenues	ICL LES FACULTES	POLE IIID	INSTITUT ETIENNE LECLERCQ
Taux d'actualisation	3,50%	3,50%	3,50%
Taux d'évolution des salaires	2,12%	2,12%	1,50%
Taux de charges sociales	46,90%	46,90%	48,87%
Age départ à la retraite	64 ans	64 ans	64 ans
Passif social "IFC"			
31/08/2024	9 833 974 €	164 939 €	595 850 €
31/08/2025	9 265 123 €	173 708 €	610 798 €
Variation	- 568 851	8 769	14 948
* Dont contrat souscrit	1 030 000		

7.2 Engagements sur dettes financières

Solde des emprunts garantis par hypothèques	31/08/2025	31/08/2024	Variation
E.P.I.H.	7 737 320	8 662 412	-925 092

Tout d'abord, une hypothèque de 1^{er} rang, sur l'ensemble immobilier et le terrain, a été apportée par l'I.C.L. en contrepartie du cautionnement accordé à hauteur de 40% par la Ville de Lille au profit de DEXIA pour les trois emprunts destinés au financement de l'extension de l'Hôpital St Vincent-de-Paul par EPIH.

- Emprunts de 2000 à 2002 : durées 30 et 20 ans
- Capital emprunté à l'origine : 43.143.071,88 €
- Garantie 40% limitée à 17.257.228,75 €
- Fin de l'engagement : 2032

Ensuite, une hypothèque de 1^{er} rang d'un montant de 1 300 000 € a été consentie par l'ICL au profit du C.I.C Nord-Ouest pour sûreté et garantie du remboursement du prêt de 2 600 000 € pour le financement du parking de 145 places sis rue Martin Luther King 59160 Capinghem.

Couverture de Taux

Un contrat de SWAP de taux a été adossé à un prêt souscrit auprès de de la BNP Paribas : 1 000 000 € sur 15 ans au taux fixe de SWAP : 1.64 %.

Détail des Avals, cautions et garanties donnés

Avals, cautions et garanties donnés	31/08/2025	31/08/2024	Variation
2022 - SCI Université Catholique de Lille Cauton sur emprunt extension et construction d'amphithéâtre sur le campus Vauban Banque : CIC Emprunt de 4 millions d'euros : durée : 20 ans / caution de 100%	3 848 727	4 000 000	-151 273
2022 - SCI Saint Vincent de Paul Cauton sur emprunt Travaux Phase 1 Halle St Vincent Banque : Société Générale Emprunt de 3,5 millions d'euros : durée : 25 ans / caution de 100%	3 340 756	3 447 626	-106 870
2022 - SCI Vaisseau Cauton sur emprunt frais acquisition immeuble V-SO Banque : Société Générale Emprunt de 6,6 millions d'euros : durée : 25 ans / caution de 100%	6 373 476	6 600 000	-226 524
2022 - SCI Vaisseau Cauton sur emprunt frais acquisition immeuble V-SO + travaux Banque : CIC Emprunt de 14 millions d'euros : durée : 20 ans / caution de 100%	13 567 513	14 000 000	-432 487
2022 - Ville d'Issy-les-Moulineaux Cauton sur emprunt frais acquisition immeuble V-SO Banque : BANQUE des TERRITOIRES (CDC) Emprunt de 28,2 millions d'euros : durée : 50 ans / caution de 100%	28 200 000	28 200 000	0

Avals, caution et garanties reçus	31/08/2025	31/08/2024	Variation
2024 - REGION HAUTS DE FRANCE Caution sur emprunt frais acquisition immeuble JUNIA Banque : BANQUE des TERRITOIRES (CDC) Emprunt de 14,16 millions d'euros : durée : 30 ans / caution de 50%	6 961 533	7 080 000	-118 467
2024 - METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE Caution sur emprunt frais acquisition immeuble JUNIA Banque : BANQUE des TERRITOIRES (CDC) Emprunt de 14,16 millions d'euros : durée : 30 ans / caution de 50%	6 961 533	7 080 000	-118 467
2024 - SCI Université Catholique de Lille Caution sur emprunt repris à la SCI TSO (rachat des immeubles JUNIA) Banque : BNP Paribas Emprunt de 4,5 millions d'euros : durée : 20 ans / caution de 100%	2 212 334	2 444 013	-231 679
2024 - SCI Université Catholique de Lille Caution sur emprunt repris à la SCI TSO (rachat des immeubles JUNIA) Banque : BNP Paribas Emprunt de 2 millions d'euros : durée : 15 ans / caution de 100%	824 179	959 968	-135 789
2024 - SCI Université Catholique de Lille Caution sur emprunt repris à la SCI TSO (rachat des immeubles JUNIA) Banque : BNP Paribas Emprunt de 3,5 millions d'euros : durée : 20 ans / caution de 100%	1 449 775	1 638 803	-189 028

7.3 Legs et donations en cours

Des dossiers de legs notariaux sont en cours au 31 août 2025 pour une valeur de 547K€.

7.4 Engagement reçu par la SCI 58 rue du Port

Par convention datée du 16 juin 2021, l'ICL a consenti un abandon de compte-courant de 1 400 000 € à la SCI 58 RUE DU PORT, détenue à 100%, dans le but de financer d'importants travaux d'extension. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune, consistant en un fonds de roulement redevenu positif sous 5 ans. La situation est appréciée chaque année sur la base des comptes annuels de la SCI clos au 31 août, soit jusqu'au 31 août 2026 inclus.

8. Tableau des effectifs salariés

EFFECTIFS	31/08/2025	31/08/2024	Variation
ICL Les Facultés	995	932	63
ICL - PIKTURA	26	24	2
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	125	116	9
TOTAL	1 146	1 072	74

Les effectifs correspondent aux effectifs physiques administratifs et enseignants (hors vacataires)

9. Autres informations

Dans le cadre de leurs mandats, les cabinets FORVIS MAZARS et KPMG SA ont procédé à la révision des comptes en qualité de commissaires aux comptes. Pour l'exercice 2025, le montant de leurs honoraires est de 92 000 € HT.

Les produits d'exploitation du secteur lucratif sont de 2 753 124 € sur l'exercice 2025 contre 10 805 521 € sur l'exercice précédent.

Le résultat lié au secteur fiscal est de – 532 328 € (y compris un crédit d'impôt recherche pour 246 098 €).